



Communiqué de la Fédération du PCF du Cher

Après les annonces par le Président du budget de la guerre qui atteindrait 64 milliards d'euros annuels en 2027 : **plus 3,5 milliards en 2026**, c'est le gouvernement Bayrou qui vient de faire ses annonces pour réduire les dépenses publiques de 44 milliards par an. (*La quasi-totalité des mesures annoncées seront supportées par les travailleurs et les retraités*) :

- *Année blanche* :
 - Gel des retraites et des salaires fonction publique.
 - Gel des prestations et aides sociales
 - Gel des dotations aux collectivités (Baisse du financement des services publics locaux)
- *Deux jours fériés en moins (Lundi de Pâques et 8 mai (date anniversaire de la victoire sur le nazisme))*
- *Non remplacement d'un fonctionnaire sur 3 partant à la retraite (suppression de 3000 postes).*
- *Déremboursement de médicaments et multiplication par 2 des franchises médicales.*
- *Augmentation des impôts (Suppression de la déduction de 10% pour les retraités)*

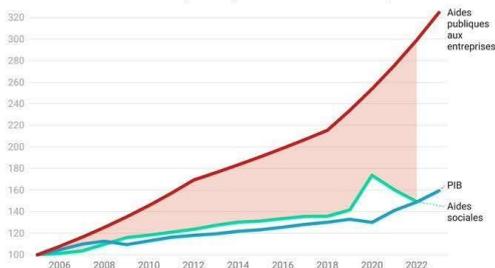
Insupportable

Et bien sûr rien sur les 211 milliards annuels d'aides aux patronats. Pas de gel des dividendes à l'horizon. Et pas d'année blanche pour les cadeaux aux grandes entreprises ? Pourtant, la baisse des recettes dues aux cadeaux fiscaux et aides sans contreparties (en très forte augmentation depuis 2017). Voilà la première cause de la dette !

En 1979, les aides publiques aux entreprises représentaient **11,6 milliards d'euros**, soit **3 % du PIB**. Quarante ans plus tard, ce montant a littéralement **explosé**, atteignant **203,2 milliards d'euros en 2023** près de **7,2 % du PIB**.

Evolution relative des aides publiques aux entreprises, des aides sociales et du PIB. Base 100 en 2005

La croissance des aides publiques aux entreprises est trois fois plus rapide que la croissance des aides sociales et du PIB, en moyenne depuis 20 ans. Et cet écart va en grandissant.



(1) Aides publiques aux entreprises privées : données officielles pour 2005 (IGF), 2012 (IGF), 2018 (Bercy) et 2021 (Sénat) ; courbe linéaire entre ces points. (2) Aides sociales : cumul des postes Emploi, Famille, Pauvreté - exclusion sociale, Logement de la protection sociale - données INSEE. (3) PIB : INSEE
Chart: @maximcombes - Observatoire des multinationales. - Created with Datawrapper

Source du graphique : Maxime Combe (économiste) à partir des données officielles.

Principal poste de dépense publique, ces aides représentent un quart du budget de l'État. Cela représente : 2,5 fois le budget de l'Éducation nationale ou 5 fois celui de la Transition écologique ou 11 fois celui de la Santé et des Solidarités.

Selon le magazine « Challenges » la fortune cumulée des 500 plus riches de France représentait environ 45% du PIB en 2023, avec une fortune estimée à 1 170 milliards d'euros. Fortune acquise grâce au travail des salariés. Leur fortune (acquise sur le travail des salariés) est passée de 20% du PIB (2017) à 45% du PIB soit plus de 100% d'augmentation en 8 ans. **Quel effort pour ces ultras riches ?**

Un gouvernement qui prend aux pauvres, aux classes moyennes pour donner aux ultra-riches

Oui nous avons besoin de communisme, de mise en commun. Plus que jamais, il y a nécessité de revoir les fondements de la société pour stopper ces politiques de mise en concurrence qui conduisent à l'accaparement des richesses produites par une minorité, voire à des conflits armés.

Petits patrons, commerçants, artisans, petits paysans, salariés, retraités unissez-vous et refusez ce budget d'austérité. Rassemblons-nous pour combattre ces injustices.

Les communistes proposent à l'ensemble des forces de gauche, des syndicats et des associations de prendre des initiatives publiques afin de montrer que d'autres propositions existent ! CENSURONS ce GOUVERNEMENT.